

Grand angle

Banque mondiale/HCP

Le Maroc appelé à adopter un modèle de croissance durable et inclusif

● Le Maroc peut mieux faire sur les plans aussi bien de la croissance inclusive que de la lutte contre la pauvreté et les défis de l'emploi. La Banque mondiale et le HCP plaident pour la nécessité de l'accélération du rythme d'actions ciblées pour que le Maroc puisse atteindre ses objectifs socio-économiques, à commencer par la réduction des inégalités tant sociales que territoriales. Le taux de croissance actuel ne permettra au Maroc d'atteindre le développement du Portugal que d'ici 42 ans et celui de la France que dans 53 ans.

La Banque mondiale et le Haut-commissariat au Plan (HCP) ont mis la main dans la main pour mieux appréhender les tendances socio-économiques du Maroc dans divers domaines et mettre l'accent sur les

principales mutations que vit le pays. Les principaux résultats de deux études sur le marché du travail et la pauvreté - fruit d'un an de collaboration entre les experts des deux institutions - convergent avec les constats déjà dressés au-

paravant. Les deux nouveaux rapports qui se sont basés principalement sur des études, faites par l'organisme de Lahlimi, permettront d'alimenter l'élaboration du diagnostic-pays systématique de la Banque mondiale en cours de finalisation. Ce document précède la mise en place du cadre de partenariat stratégique qui devra bientôt être renouvelé. Le prochain cadre devra être axé sur de nouveaux enjeux économiques et sociaux. Le Maroc est appelé à agir rapidement pour renforcer le lien entre les évolutions macro-économiques et la réduction de la pauvreté et des inégalités. À l'instar des recommandations du mémorandum de la Banque mondiale sur le Maroc à l'horizon 2040, édité en mai 2017, les pouvoirs publics sont appelés à mettre en place un modèle de croissance durable et dynamique pour rattraper les pays avancés. On estime qu'au taux de croissance actuel, le Maroc ne pourra atteindre le développement du Portugal qu'en 2060 et celui de la France qu'en 2071. Si l'économie nationale augmentait de deux points de pourcentage son taux de croissance actuel, le PIB par habitant du Maroc serait similaire à celui des pays à revenus intermédiaires élevés en 2035, soit dans 17 ans. L'enclenchement d'un rattrapage rapide avec les pays avancés est tribu-

taire non seulement du soutien de la croissance, mais aussi du passage à une trajectoire de croissance plus élevée. Ainsi, il s'avère on ne peut plus nécessaire de résoudre les problèmes structurels de l'économie marocaine ayant trait, entre autres, à la faible qualité de la gouvernance, à la faiblesse du capital humain et à l'impératif de poursuivre l'accumulation du capital physique.

Maintien d'une croissance soutenue

Sur le plan du développement social, la Banque mondiale et le HCP recommandent le maintien d'une croissance soutenue et le renforcement des mécanismes de l'équité sociale en vue de réduire, voire éradiquer la pauvreté. Un objectif qui pourrait se concrétiser à travers la réduction de l'effet adverse des inégalités sur la répartition des revenus. L'étude intitulée «Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire 2001-2014», met aussi l'accent sur l'impact croisé de la croissance et des inégalités sur la dynamique de la pauvreté qui se manifeste clairement à l'échelle régionale. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut donner un coup de fouet à l'économie locale pour réduire les inégalités inter et intra-régionales. Il s'agit d'un choix spatial pro-pauvres. À ce titre, une intégration effective des écarts spatiaux dans les politiques sociales et économiques s'impose. Les pouvoirs publics doivent œuvrer pour lutter contre la pauvreté monétaire qui ne s'explique pas uniquement par la croissance et les inégalités de revenu. Les ménages doivent avoir, en premier lieu, les opportunités sociales et économiques leur per-

Disparités : nécessité d'affiner la réflexion

Les disparités sociales et spatiales demeurent élevées en dépit des efforts déployés par le secteur privé en termes d'investissement dans les infrastructures sociales et les transferts sociaux. Encore une fois, on souligne que les dépenses publiques consacrées aux subventions de la Caisse de compensation, l'accès à la couverture médicale et les transferts institutionnels sont globalement pro-riches. Les plus aisés profitent le plus des services et transferts sociaux. Aussi, des réflexions doivent-elles être menées sur les déterminants de la pauvreté et sur la réduction de la pauvreté par sources de revenus. On plaide pour l'approfondissement de la réflexion sur les causes du creusement des inégalités du niveau de vie dans certaines régions.

Grand angle

Fruits et légumes

mettant de se prémunir contre le dénuement social, à travers une répartition équitable du processus de développement et des mécanismes de redistribution sociale. Selon les experts du HCP et de la Banque mondiale, la réduction des charges familiales, l'accroissement du capital scolaire, la création d'emplois, l'amélioration de l'insertion économique des personnes qualifiées offrent des opportunités effectives aux ménages et soutient leurs chances de sortir de la pauvreté. À cet égard, il faut veiller à la lutte contre la féminisation de la pauvreté. Par ailleurs, les décideurs doivent prendre en considération un autre élément-clé, celui de la pauvreté subjective qui se situe encore à un niveau élevé particulièrement en milieu rural et chez les femmes et les jeunes en dépit de

l'amélioration du niveau de vie constatée.

Chômage, frein à l'émergence du pays

S'agissant de l'emploi, le marché du travail demeure encore non-inclusif et à caractère précaire. C'est «*un frein important à l'émergence du Maroc*». Le royaume peut rectifier le tir à travers l'amélioration du taux d'activité et d'emploi pour soutenir durablement le niveau de vie de la population. La concrétisation de cet objectif passe par une meilleure attractivité des structures économiques pour l'emploi de haute qualification et des mécanismes institutionnels à même d'optimiser la réallocation sectorielle des opportunités d'emplois. Une grande responsabilité incombe au gouvernement en matière du

fonctionnement du marché du travail : assurer un environnement propice au secteur privé pour que les entreprises grandissent et créent, ainsi, des postes de travail ; investir dans les infrastructures, le capital humain et d'autres facteurs nécessaires pour la promotion de l'emploi ; améliorer le fonctionnement et fluidifier le marché du travail par des politiques actives tout en protégeant les parties prenantes par un cadre législatif sécurisant ; concevoir des politiques régionales ou sectorielles pour l'élimination des imperfections du marché et la stimulation de la création d'emplois à haute valeur sociale. En somme, le choix des bonnes pratiques par le gouvernement s'impose pour pouvoir résoudre les problèmes spécifiques constatés au niveau du marché du



Le gouvernement doit investir dans le capital humain.

travail au Maroc. On peut citer notamment l'impératif de l'amélioration de la réglementation du travail pour répondre à la problématique de la faiblesse de la qualité des emplois. En ce qui concerne l'insuffisance des compétences et des expériences, le redressement de la situation passe impérativement par la formation professionnelle, l'amélioration des compétences cognitives et sociales de base ainsi que la formation continue. Quant aux contraintes des ménages, il faut mettre en place des services de soutien (garde d'enfants, transport...) et des mécanismes d'autonomisation de certains groupes sociaux comme les femmes et les jeunes et supprimer les normes et les règlements discriminatoires. ●

PAR **JIHANE GATTIOUI**
j.gattioui@leseco.ma